



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2961  
2 mai 2025  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

# **Premier Mai Vive la lutte internationale des travailleurs!**



**Licenciements**  
**Faire payer**  
**les patrons et**  
**les actionnaires**

Pages 13 et 15

**Lycée de Nantes,**  
**mosquée du Gard...**  
**La démagogie**  
**à l'œuvre**

Pages 3 et 5

**7, 8 et 9 juin**  
**La fête**  
**de Lutte**  
**ouvrière**

Page 16

**Leur société**

- Fonction publique : les salaires dans le viseur de Bayrou 3
- Montchalin : un vrai danger public 3
- Drame de Nantes : le bal des démagogues 3
- 1<sup>er</sup> mai : histoire d'une journée de lutte 4
- Roussel : le parti pris des patrons 4
- Chacun son camp 4
- Contrôles policiers : la guerre de Retailleau aux pauvres 5
- Meurtre dans la mosquée : ceux qui attisent la haine raciste 5
- Beauvais : la préfecture ne tolère pas les migrants 5
- Guerre aux chômeurs, paix aux patrons 5
- Enseignement : contre les fermetures de classe 6
- La Réunion : apprendre à tuer au lycée 6
- À l'école des gendarmes 6
- Sarkozy : la légion d'honneur est sauve. Quant à l'honneur... 6
- Madagascar 1947 : Macron, héritier des massacreurs 7
- Guyane : assouplissement du code minier 7
- Déserts médicaux : liberté du praticien d'abord ? 7
- Mort du pape : à genoux jusqu'à l'entorse ? 7

**Dans le monde**

- Inde-Pakistan : vers une nouvelle guerre ? 8
- Armées du monde : offensive budgétaire générale 8
- Gaza, Liban, Syrie : la guerre tous azimuts de Netanyahu 9
- Côte d'Ivoire : Ouattara et ses opposants au service des riches 9
- Salon de Shanghai : guerre entre patrons de l'automobile 10
- Nos lecteurs écrivent : L'effondrement d'un mur en Tunisie 10

**Il y a 70 ans**

- La conférence de Bandung : les limites du non-alignement 11

**Dans les entreprises**

- Renault Trucks - Vénissieux 12
- Forvia - Orne 12
- Stellantis - Douvrin 12
- Aéroport de Marignane 12
- Licenciements : faire payer les patrons et les actionnaires 13
- ArcelorMittal - Dunkerque 13
- Hôpital de la Croix-Rousse Lyon 14
- Clinique Saint-Côme Compiègne 14
- IHOPe - Lyon 14
- Hutchinson Châlette-sur-Loing 14
- La Redoute Quai 30 - Wattrelos 15
- Fonderie de Bretagne Caudan 15

**Agenda**

- Les fêtes régionales 3
- Conférence du Cercle Léon Trotsky 3

Les 7, 8 et 9 juin : la Fête de Lutte ouvrière à Presles 16

# 1<sup>er</sup> mai : vive la lutte internationale des travailleurs pour changer la société !

Qui sait, aujourd'hui, que le 1<sup>er</sup> mai tire son origine d'une manifestation ouvrière noyée dans le sang à Chicago en 1886 ? Qu'en mémoire de ce massacre, les dirigeants des partis ouvriers des différents pays, rassemblés dans une Internationale, en firent une journée de lutte et de solidarité des travailleurs par-delà les frontières ?

Chaque 1<sup>er</sup> mai, tous les ouvriers du monde étaient appelés à faire grève et manifester avec une revendication commune, la journée de huit heures, afin que « l'ouvrier cesse d'être un simple instrument de travail et commence à devenir un homme ».

Pendant des décennies, le 1<sup>er</sup> mai fut une journée où il fallait braver la répression patronale et la mobilisation policière. Il le reste dans de nombreux pays. Mais, en France, pour lui enlever son caractère combatif, le régime très réactionnaire de Vichy, dirigé par Pétain, transforma cette journée de lutte en innocente « Fête du Travail ». Depuis, le 1<sup>er</sup> mai est un jour férié, chômé et payé.

Cela fait donc longtemps qu'ici, les défilés du 1<sup>er</sup> mai n'inquiètent plus la bourgeoisie ni les dirigeants politiques. Et c'est bien le problème ! En l'absence de luttes et d'organisations ouvrières dignes de ce nom, le grand patronat et le gouvernement font ce qu'ils veulent.

Ici, les capitalistes attaquent méticuleusement nos conditions de travail et de vie. Cette semaine, ArcelorMittal, malgré plus d'un milliard de bénéfices et 300 millions d'aide de l'État, vient encore d'annoncer le licenciement de 600 personnes. De son côté, le gouvernement peaufine une nouvelle attaque à 40 milliards.

Tandis qu'il arrose la bourgeoisie et les grandes entreprises de milliards de cadeaux fiscaux et creuse les déficits, il jure que la dette est insoutenable et qu'il faut d'urgence réduire les dépenses utiles à la population. Et, bien que nous soyons des millions à nous tuer à la tâche pour un salaire de misère, le gouvernement estime que nous ne travaillons pas assez !

À l'échelle internationale, les dirigeants de la bourgeoisie font preuve d'un cynisme plus glaçant encore. Après avoir fait croire que les États-Unis aideraient l'Ukraine à se libérer, Trump s'acquiesce avec Poutine pour se partager les principales ressources du pays. Il ne cache ni ses visées impérialistes sur le Groenland et le Canada, ni la préparation d'une guerre avec la Chine. Et il laisse Netanyahu exterminer les Palestiniens de Gaza, où il envisage de réaliser une Riviera.

Les Trump, Poutine, Xi Jinping ou Macron, comme les capitalistes, savent que pour dominer ils doivent écraser les travailleurs et piétiner les peuples. Et ils savent que leur règne ne tient que par leur art de dresser les opprimés les uns contre les autres, de les diviser en usant du racisme et du nationalisme.

Tant que nous les laisserons nous diriger et nous commander, nous nous enfoncerons dans les inégalités, la misère, les divisions, les haines et la barbarie. Nous serons condamnés à servir de chair à profit ou de chair à canon.

Une autre voie est possible : celle de la solidarité internationale des travailleurs et de leur lutte pour le pouvoir !



La classe capitaliste n'est forte que de notre faible combativité et de notre manque de conscience. Nous nous laissons commander par une bande de rapaces qui sont incapables de faire tourner la société par eux-mêmes. Nous nous plions au diktat d'une classe de parasites incapables de produire leurs profits et leurs capitaux sans nous. Incapables, même, de garder leurs

enfants, de se faire à manger et de se déplacer sans le travail d'une armada de serviteurs !

Prenons conscience du pouvoir que nous avons, collectivement, entre les mains ! Non seulement pour nous défendre et nous faire respecter, mais aussi pour faire fonctionner la société et donc pour l'organiser et la diriger nous-mêmes.

C'est aussi cette conscience que portait le 1<sup>er</sup> mai. Car les travailleurs affirmaient aussi la nécessité d'en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire avec le capitalisme. Ils s'affirmaient comme une classe sociale qui disputait le pouvoir à la bourgeoisie pour construire le socialisme à l'échelle internationale.

Au moment où la bourgeoisie brise des millions de vies, détruit la planète et nous mène vers une troisième guerre mondiale, c'est cette conscience qu'il faut retrouver et diffuser. C'est avec cet objectif que le cortège de Lutte ouvrière manifesterà ce jeudi 1<sup>er</sup> mai. Soyons nombreux à le rejoindre !

Nathalie Arthaud

Lutte ouvrière appelle ses militants et sympathisants à participer aux rassemblements et aux manifestations qui auront lieu ce jour-là. À Paris, le cortège devrait partir à 14 heures de la place d'Italie.

## Fonction publique : les salaires dans le viseur de Bayrou

Dans une circulaire adressée à ses ministres mercredi 23 avril, Bayrou dénonce l'augmentation des dépenses de l'État, en visant tout particulièrement les salaires des agents publics.

Il y affirme que la masse salariale des agents de la fonction publique aurait augmenté de 6,7% en 2024, en pointant tout particulièrement « les mesures catégorielles. » Il lui est difficile, en effet, de trouver des mesures générales à critiquer, le point d'indice qui sert de base au calcul des rémunérations ayant été gelé l'an dernier. Seuls cinq points supplémentaires (25 euros brut par mois) avaient été accordés, pour éviter d'avoir à annoncer un blocage total des salaires. Mais en dix ans,

la valeur du point d'indice a augmenté de 6% tandis que les prix augmentaient officiellement de 20%.

Ce ne sont pas les mesures catégorielles concédées aux uns ou aux autres ou les relèvements permettant que les grilles ne passent pas en dessous du smic qui pourraient rattraper un tel décalage. La prime Gipa (Garantie individuelle de pouvoir d'achat), créée en 2008 pour compléter la rémunération des fonctionnaires reconnus comme ayant perdu du pouvoir d'achat sur les

quatre dernières années, ne bénéficiait qu'à moins de 200 000 personnes, et n'a été versée ni en 2024, ni en 2025.

L'appel de Bayrou à continuer à couper dans le pouvoir d'achat des agents de l'État s'inscrit dans une offensive générale contre tous les travailleurs, tous les prétextes étant bons pour ne pas augmenter les salaires, tels la concurrence étrangère, les taxes douanières de Trump, etc.

Plus que jamais, la lutte pour une augmentation massive des salaires constitue un objectif qui doit rassembler les travailleurs du secteur public comme ceux du secteur privé.

Sacha Kami

## Montchalin : un vrai danger public

Dimanche 27 avril, la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, a annoncé l'intention du gouvernement de supprimer ou fusionner un tiers des agences et des opérateurs de l'État.

Même si la ministre est restée floue sur les agences qui seraient concernées, certaines avaient déjà été citées, notamment celles consacrées à la recherche scientifique, comme le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ou l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). D'autres, comme l'Office national des forêts (ONF) ou l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) travaillent dans des domaines liés à l'environnement.

Tout en promettant de ne pas toucher aux universités, la ministre revendique de vouloir « faire du ménage dans notre organisation » et réduire le nombre d'emplois publics. Elle promet des annonces plus précises quand elle sera auditionnée par le Sénat, à la mi-mai, mais n'a visiblement pas pu attendre pour entonner le refrain anti-fonctionnaires habituel, qui évoque les dizaines de milliers de salariés payés par l'État et dont le travail serait inutile.

Cette énième attaque contre les travailleurs est aussi une proclamation

d'irresponsabilité de la part du gouvernement, qui promet ainsi d'aggraver la pénurie de moyens des organismes de recherche et de surveillance scientifique et médicale.

Montchalin prétend réduire les dépenses et supprimer des postes inutiles. Elle économisera peut-être quelques milliards que le gouvernement s'empresera de transformer en dépenses « utiles », consacrées à l'augmentation des budgets militaires ou aux aides aux grandes entreprises. C'est que servir la soupe aux capitalistes et à leurs actionnaires est la seule utilité de ce personnel politique.

Nadia Cantale



## Drame de Nantes : le bal des démagogues

Jeudi 24 avril, à Nantes, un jeune lycéen d'un établissement privé a poignardé mortellement une élève et en a blessé grièvement trois autres.

Aussitôt, les professionnels de la démagogie sécuritaire, de Retailleau à Le Pen, ont tenté d'exploiter cette agression. Avant même de connaître les motifs de l'attaque, ni le moindre élément de l'enquête, le ministre de l'Intérieur s'est empressé de déclarer que tout ceci était le résultat du « laxisme », de « l'ensauvagement » de la société. Marine Le Pen, quant à elle, a dénoncé une prétendue « banalisation de l'ultra-violence », tandis que Bayrou disait réfléchir à l'instauration de portiques de sécurité dans les lycées. Aussitôt, Wauquiez et Estrosi, pour ne pas être en reste, se sont vantés d'y avoir pensé en premier, il y a déjà plusieurs années, soutenus par Ciotti et le vice-président du RN Sébastien Chenu. Et peu importe si ces mesures sécuritaires, mises en place dans certains pays, dont les États-Unis, n'ont aucunement résolu le problème du passage à l'acte de certains jeunes. Tout cela n'avait finalement pas grand-chose à voir avec le drame, mais plutôt avec les rivalités dans la chasse aux voix parmi la fraction la plus réactionnaire de l'électorat.

La gauche, elle, du PS à LFI, a dénoncé à juste titre ces tentatives d'ex-

ploitation politique, et met en avant l'absence totale de moyens concernant le domaine de la santé mentale. En effet, l'auteur de l'agression de Nantes, décrit comme fragile mentalement, a été placé en hôpital psychiatrique après son arrestation. Il est vrai que les structures et les médecins manquent partout, en particulier dans les établissements scolaires. Un rapport de 2021 pointe le fait qu'un psychologue scolaire doit s'occuper aujourd'hui de 1 500 jeunes en moyenne, alors que les cas de jeunes en souffrance ont explosé après le Covid. Dans les centres médico-psychologiques, l'attente peut aller de six mois à un an. Autant dire qu'il est le plus souvent impossible de détecter et de soigner les personnes atteintes de troubles.

Mais ce que les politiciens de gauche omettent soigneusement de dire, c'est que cette situation ne date pas d'hier, ni même de Macron. La gauche et la droite au pouvoir ont mené la même politique d'économies au détriment de la médecine scolaire et des services de santé, y compris en psychiatrie, avec des fermetures de lits et la baisse du nombre de soignants.

Camille Paglieri

## Fêtes de Lutte ouvrière

### Rouen

Samedi 3 mai  
de 15 heures à minuit  
Palais des congrès  
14, avenue Saint-Julien  
à Oissel

à 18 h 30 : débat avec  
Jean-Pierre Mercier

### Marseille

Dimanche 18 mai  
à partir de 11 heures  
Parc de Valabre sur  
la RD7, entre Gardanne  
et Luynes

à 14 heures : débat avec  
Jean-Pierre Mercier



## Cercle Léon Trotsky

Les peuples du Maghreb  
face à l'impérialisme français  
et à leurs propres dirigeants

Samedi 10 mai à 15 heures

Théâtre de la Mutualité – 24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>  
Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)

## 1<sup>er</sup> mai : histoire d'une journée de lutte

Le 1<sup>er</sup> mai a été pendant très longtemps pour les travailleurs une journée de manifestations et de luttes parfois sanglantes.

C'est en 1856, en Australie, qu'est née l'idée d'une journée prolétarienne de repos, fixée alors au 21 avril, comme un moyen d'obtenir la journée de 8 heures. Il était alors fréquent de travailler 12, voire 14 heures par jour. Cette première manifestation eut un tel retentissement parmi les travailleurs australiens qu'il fut décidé de renouveler cette manifestation tous les ans. Avec le développement du prolétariat à l'échelle mondiale, l'idée s'imposa d'organiser une journée internationale au cours de laquelle les travailleurs de tous les pays seraient appelés à faire grève et à manifester en revendiquant la journée de huit heures. En 1889, la II<sup>e</sup> Internationale, regroupant tous les partis sociaux-démocrates, se revendiquant alors du marxisme révolutionnaire, décida de fixer au 1<sup>er</sup> mai cette journée de lutte, en hommage aux travailleurs américains victimes de la répression

après la grève générale du 1<sup>er</sup> mai 1886, appelée pour obtenir la journée de 8 heures. Les manifestants commencèrent à arborer un triangle rouge, symbolisant la revendication « 8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de repos ».

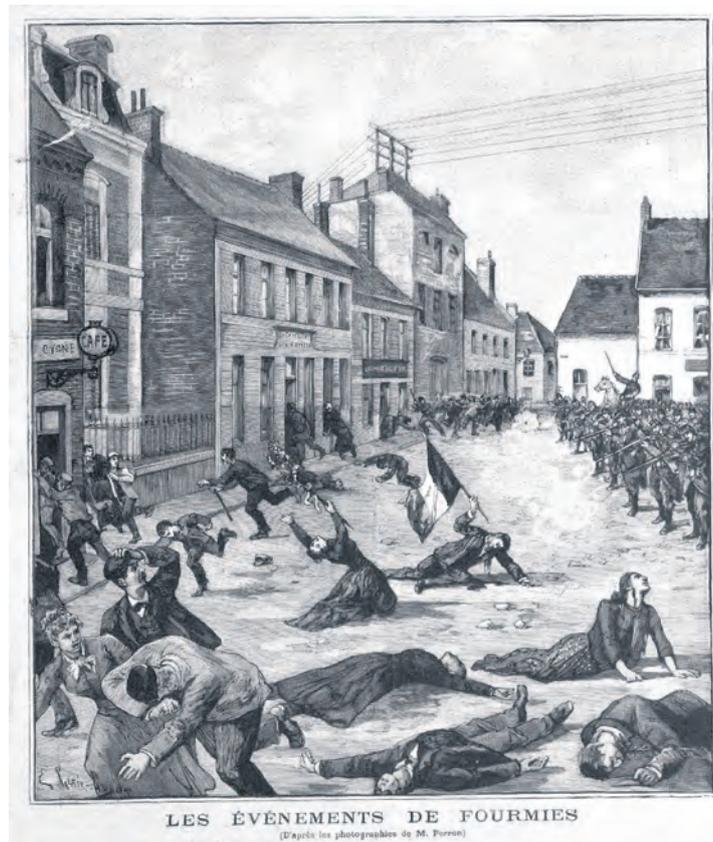
À l'époque, le 1<sup>er</sup> mai n'était pas férié, et il fallait se mettre en grève pour participer aux manifestations. Celles-ci inquiétaient les patrons, d'autant qu'elles se déroulaient le même jour dans de nombreux pays, et ils n'hésitaient pas à réprimer ceux qui se risquaient à y participer. Dans le nord de la France, à Fourmies, le 1<sup>er</sup> mai 1891, l'armée tira sur la foule, faisant 9 morts et 33 blessés, dont de jeunes ouvrières de textile. Après cette fusillade particulièrement meurtrière, les manifestants du 1<sup>er</sup> mai se mirent à arborer une églantine rouge, symbole qui rappelait de surcroît la Révolution française et qui mettait en rage les patrons et la police. Des

passants pouvaient être arrêtés parce qu'ils portaient du rouge dans l'habillement.

Le début du vingtième siècle fut marqué par la marche à la guerre, et le 1<sup>er</sup> mai devint aussi l'occasion d'affirmer l'idée que les ouvriers du monde entier devaient lutter contre la guerre impérialiste en préparation et se fixer l'objectif de renverser le capitalisme. Les grandes manifestations en faveur de la paix ne purent empêcher la trahison de la II<sup>e</sup> Internationale, qui se rallia à la bourgeoisie dès le début de la guerre mondiale.

Dans l'entre-deux-guerres, les luttes continuèrent, avec cette fois-ci en toile de fond la montée du fascisme. En 1929, le préfet de Berlin interdit la manifestation du 1<sup>er</sup> mai. À l'appel du Parti communiste allemand, des milliers de travailleurs défilèrent tout de même. La troupe tira, tuant 33 travailleurs, et en blessant 200.

Les nazis, tout comme le gouvernement de Vichy en France, détournèrent la signification prolétarienne



LES ÉVÉNEMENTS DE FOURMIES  
(D'après les photographes de M. Perron)

ARC

du 1<sup>er</sup> mai, et en firent des « Fêtes du travail national », célébrant l'union sacrée des ouvriers et des patrons. C'est le maréchal Pétain qui, en 1941, a associé le 1<sup>er</sup> mai au muguet, qu'il préférait à l'églantine rouge, symbole selon lui du communisme.

Malgré ces dévoiements et l'institutionnalisation du 1<sup>er</sup> mai, du moins dans les pays riches, sa signification profonde pour le monde du travail, une journée qui affirme les intérêts communs

des travailleurs par-delà les frontières, reste d'une actualité brûlante, au moment où les bruits de bottes résonnent à nouveau. Comme l'écrivait Rosa Luxemburg en 1904 : « Plus que jamais, en présence de la guerre, la démonstration spécifique prolétarienne doit aussi être l'expression de cette idée que la réalisation de la paix universelle ne peut être conçue que liée à la réalisation de notre but final socialiste. »

Camille Pagliari

## Roussel : le parti pris des patrons

À l'occasion de la sortie de son dernier livre, le dirigeant du PCF, Fabien Roussel, a été interrogé dans les médias. Et même quand il s'adresse aux travailleurs, Roussel veut se donner l'image d'un dirigeant politique responsable et compatible avec le capitalisme.

L'ambiguïté commence dès le titre de l'ouvrage, *Le Parti pris du travail*, que pourrait reprendre n'importe quel politicien bourgeois qui invoque la « valeur travail » pour insinuer que les travailleurs sont des fainéants. Mais l'auteur dit vouloir « remettre le monde du travail au cœur du débat politique ».

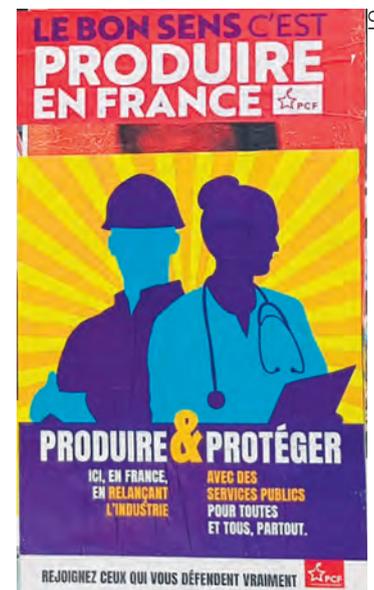
Dans un entretien publié par *Le Parisien* le 23 avril, Roussel explique même : « Il faut que le monde du travail retrouve une conscience de classe. La classe ouvrière a besoin d'être unie pour se protéger et mener des conquêtes sociales ». Mais en même temps, il se déclare contre le RSA, comme bien des politiciens qui pointent du doigt

les « assistés » qui ne voudraient pas travailler. Roussel prétend, lui, s'y opposer au nom de la dignité des travailleurs et contre une situation qui marginalise et détruit des familles, mais l'ambiguïté de cette dénonciation demeure.

Après avoir parlé classe ouvrière et conscience de classe, quel programme Roussel propose-t-il à ce monde du travail actif, retraité ou privé d'emploi ? Rien, en tout cas rien qui permette vraiment aux travailleurs de défendre leurs intérêts face aux capitalistes.

Non, Roussel atterrit sur le terrain commun à tous les dirigeants politiques de la bourgeoisie, qui consiste à lui distribuer des milliards. Bien sûr, il prétend que les 200 milliards qu'il réclame pour son plan d'investissements ne seront attribués que sous « strictes conditions » et qu'il y en aura aussi pour les PME. Mais, depuis des décennies, c'est toujours au nom des petites entreprises que les milliards des subventions et autres cadeaux fiscaux sont annoncés et vont finalement grossir les profits des grandes entreprises.

Dans son livre, Roussel écrit : « Le Parti communiste est une force révolutionnaire. Mais une force qui prend en compte l'intérêt le plus large du pays. De ce point de vue-là, on ne peut pas adopter en permanence une posture de radicalité, en oubliant ceux qui ont peur et ne se sentent pas la force de se battre pour un



Une affiche protectionniste du PCF.

autre avenir. » Et il conclut en affirmant : « Nous sommes un parti d'ordre. » Voilà sans doute la phrase la plus sincère de son ouvrage, car les formules « lutte de classe » de Roussel ne lui servent qu'à enrober une politique qui a, depuis fort longtemps, abandonné le communisme pour se mettre au service de l'ordre en place.

Nadia Cantale

## Chacun son camp

Un moment pressenti comme Premier ministre, Laurent Berger, ex-dirigeant de la CFDT, est recasé, après un passage au Crédit mutuel, à la présidence du conseil d'administration du CIC Ouest.

Une deuxième carrière dans le monde patronal ou un salaire royal dans une institution d'État, ce n'est pas rare pour des dirigeants qui prétendent défendre les travailleurs.

De nombreux militants

syndicaux sont confrontés aux repréailles patronales, mais certains grands chefs, eux, sont remerciés pour leurs bons et loyaux services rendus au patronat.

E. G.

## Contrôles policiers : la guerre de Retailleau aux pauvres

**Le 24 avril, une impressionnante mobilisation policière était visible au péage de Coutevroult, sur l'autoroute A4 en Seine-et-Marne.**

Signalisation de travaux, rétrécissement du nombre de voies, et au bout, filtrage : les contrôles visaient particulièrement les voyageurs au faciès étranger ainsi que les fourgons et autocars à bas coût.

Il s'agissait d'une nouvelle « opération de lutte contre l'immigration irrégulière », comme il y en a partout depuis plusieurs mois à la demande du ministère de l'Intérieur. Les préfets y sont présents en personne, accompagnés des directeurs de différents services de police ou de douane, d'un procureur de la République, etc. En deux heures de filtrage, onze personnes ont été retenues ou mises en garde à vue. La préfecture de la Seine-et-Marne

se vante d'avoir reconduit 82 étrangers à la frontière depuis le début de l'année.

Aucune préfecture de département ou de région ne voulant apparaître en retrait dans cette chasse à l'homme, chacune multiplie les opérations pour afficher le meilleur palmarès d'arrestations. En région Aquitaine a eu lieu fin mars une vaste opération en deux temps, le 26 mars à la frontière franco-espagnole et le lendemain, dans douze départements de la région. Ainsi, 350 policiers, militaires, douaniers, sont regroupés dans une structure baptisée « Force Frontière », pour cerner des gares ferroviaires ou routières, des

péages et des aires de repos avec des chiens et du matériel sophistiqué : ils ont procédé à l'arrestation de 224 étrangers en situation irrégulière dont 49 ont reçu une OQTF (Obligation de quitter le territoire français).

Cette opération faisait suite à quatre autres dites de « haute visibilité » en région bordelaise, visant selon la préfecture à « sécuriser la voie publique et lutter contre l'immigration irrégulière ». Elles se traduisent à chaque fois par des arrestations de migrants venant d'Afrique et du Moyen-Orient et de travailleurs sans-papiers. En plus, les termes employés visent à développer le racisme en assimilant étranger et délinquant.

Ces opérations se multiplient dans tout le pays, d'Ouest en Est et du Nord au Sud. Les communiqués d'autosatisfaction des responsables de police ou des préfets sont rapportés complaisamment par la presse



THOMAS SEGISEMENT LE PARIEN

Contrôle policier à la barrière de péage de Coutevroult, sur l'autoroute A4.

et les médias locaux qui leur donnent la parole. Dans les zones urbaines, ces nasses sont mises en place autour des transports en commun, aux heures du travail et aux abords des foyers de travailleurs étrangers. Les autorités françaises n'ont rien à redire à Trump, elles font pareil. Les Retailleau et compagnie ne font pas que parler, ils agissent et il n'est pas bon d'être noir ou basané au « pays des droits de l'homme ».

En région Auvergne-Rhône-Alpes, 1 271 étrangers en situation irrégulière ont été interpellés sur les deux premiers mois de l'année 2025, soit une augmentation de 106 %. Dans le cadre du « plan zonal de surveillances

aux frontières » demandé par le ministère de l'Intérieur, 872 policiers sont mobilisés, y compris avec un soutien aérien, notamment de drones. En Savoie, la zone frontière avec la Suisse est particulièrement surveillée : depuis le début de l'année, 650 jeunes hommes y ont été arrêtés, principalement originaires du Maghreb et du Moyen-Orient.

Les moyens de l'État sont ainsi mobilisés à l'appui de la propagande sécuritaire de Retailleau pour faire la chasse à des êtres humains contraints de fuir la misère et les guerres provoquées dans leur pays par le pillage des grandes puissances capitalistes.

**Thierry Hennebont**

## Meurtre dans la mosquée : ceux qui attisent la haine raciste

**Vendredi 25 avril, Aboubakar Cissé, un jeune homme de 22 ans, originaire du Mali, a été tué de 40 à 50 coups de couteau, dans la mosquée de la commune de La Grand-Combe dans le Gard.**

Le meurtrier s'est filmé devant sa victime en tenant des propos contre cet « Allah de merde », qui laissent peu de doute sur le caractère islamophobe de ce meurtre.

Les médias répètent, depuis l'arrestation du meurtrier, que l'islamophobie ne serait pas sa seule motivation. Cette insistance à gommer le caractère raciste de cet acte barbare est bien significative. Tout comme l'est également le fait que le ministre de l'Intérieur, Retailleau, se soit déplacé seulement quarante-huit heures plus tard sur les lieux du crime, alors qu'il s'était précipité à Nantes où un jeune venait de tuer une adolescente au couteau dans un établissement privé, qui plus est pour tenir le discours bien réactionnaire dont il est coutumier sur l'ensauvagement de la jeunesse. C'est ce qu'on appelle les « deux poids, deux mesures ».

De tels crimes ne surviennent pas par hasard. Ils se produisent dans un climat alimenté en permanence par des propos racistes et xénophobes. Par leurs discours de haine et par leur politique anti-migrants, les Le Pen, Retailleau, Darmanin et autres favorisent le passage à l'acte d'individus tels que le meurtrier d'Aboubakar.

Le racisme est une arme entretenue par la bourgeoisie pour maintenir sa domination. Elle est utilisée par des ennemis de tous bords de la classe ouvrière et les démagogues en tout genre pour tenter de la diviser. Cela contribue à lui faire perdre de vue ses intérêts de classe et ses véritables ennemis en cette période d'aggravation de la crise économique. Le racisme et la recherche de boucs émissaires sont des poisons mortels dont il faut arrêter la propagation.

**Aline Retesse**

## Beauvais : la préfecture ne tolère pas les migrants

Voulant attirer l'attention sur les dizaines d'enfants de migrants contraints de dormir dehors depuis la fin de la trêve hivernale le

31 mars, le comité Solidarité Migrants de l'Oise avait projeté samedi 26 avril un rassemblement au centre-ville de Beauvais, prévenant la

préfecture selon les modalités habituelles.

Solidarité Migrants, soutenu par une centaine de manifestants, avait installé le 1<sup>er</sup> avril des tentes devant la mairie. Cette fois, les autorités n'ont pas toléré que pareille impertinence soit renouvelée et s'y sont opposées : pas de rassemblement, pas de protestation publique en raison... du festival de la trompette prévu ce jour même à Beauvais !

Au festival de la bassesse anti-migrants, certains méritent des places d'honneur !

**Correspondant LO**



Rassemblement de migrants, installés devant la mairie de Beauvais.

## Guerre aux chômeurs, paix aux patrons

France Travail se vante d'avoir effectué plus de 600 000 contrôles en 2024 pour vérifier si les demandeurs d'emploi cherchaient bien du travail, soit 17 % de plus que l'année dernière, et compte

atteindre le million et demi de contrôles par an en 2027.

Cela fait partie de la politique du gouvernement pour faire croire que les chômeurs n'en font pas assez pour retrouver du

travail. Il exonère ainsi les vrais responsables : les patrons des grandes entreprises qui licencient à tour de bras et engloutissent des millions de subventions sans contrôle.

**E. G.**

# Enseignement: mobilisations contre les fermetures de classes

**Les mobilisations se développent pour protester contre les fermetures de classe dans les écoles. Celles de cinq mille classes sont en effet prévues pour la prochaine rentrée scolaire.**

Le ministère prend prétexte de la baisse démographique pour faire accepter cette décision. À Paris par exemple, le fait qu'on prévoit 3 200 élèves en moins en septembre justifierait la fermeture de 180 classes. C'est vouloir ignorer la réalité vécue par les enseignants et les parents. Travailler en petits groupes, accorder plus d'attention à certains élèves en difficulté, parfois handicapés, nécessiterait au contraire de profiter de cette baisse démographique pour réduire les effectifs. La véritable raison de cette mesure se résume

en fait à la volonté de supprimer des postes d'enseignants. À Paris, il y aurait ainsi 110 postes en moins à la rentrée.

Les parents, les enseignants et une partie des élus locaux ne restent pas les bras croisés face à cette saignée qui frappe à des degrés divers tous les départements. Dans toutes les régions, ils tentent d'arracher le maintien d'une classe, parfois d'une école, avant les décisions définitives qui seront rendues en juin.

À Paris, parents et enseignants se sont mobilisés à quatre reprises, faisant

grève et se rassemblant devant le rectorat pour manifester en direction du ministère. Les banderoles de protestation fleurissent au fronton des établissements.

Dans la Creuse, les parents, les élus et les habitants du village d'Ajain ont bloqué l'école pour tenter de faire revenir l'inspection sur la décision d'y supprimer une classe. Dans les Landes, le 13 mars, les parents d'élèves de Mont-de-Marsan ont installé des barrages filtrants, distribué des tracts et fait signer une pétition là aussi pour éviter la suppression d'une classe. À Nancy, les maires des communes rurales ont manifesté devant la préfecture. En Dordogne, où 12 classes vont fermer, le



ICI PÉRIGORD

maire du village de Saint-Pierre-d'Eyraud déclarait à l'occasion d'une manifestation réunissant 200 personnes devant l'école : « Fermer une classe, c'est condamner la commune. » Il craignait en effet que ce ne soit qu'un début annonçant la disparition totale de l'école.

L'alibi démographique du gouvernement cache bien mal la volonté gouvernementale de faire des économies budgétaires sur l'un des services les plus utiles

à la population, l'éducation des enfants. Ce n'est probablement qu'un début, car si aujourd'hui les écoles sont les plus touchées, la diminution du nombre d'élèves va mécaniquement se propager à tous les niveaux du système éducatif. La politique gouvernementale consistant à détruire les services publics utiles à la population pour financer les capitalistes et les marchands de canons doit être mise en échec.

**Daniel Mescla**

## À l'école des gendarmes

On ne pourra pas dire que l'académie de Créteil ne fait rien pour la formation continue des enseignants : elle propose aux professeurs d'Histoire-Géographie, chargés aussi de l'Éducation morale et civique, un stage fin mai à l'Académie militaire de la Gendarmerie nationale de Melun sur le « maintien de l'ordre ».

Une visite du musée de la gendarmerie est

prévue au programme. Montrera-t-elle les forces casquées et armées poussant des ouvriers en grève en dehors de leur usine qu'un patron s'apprête à fermer, ou bien tirant au flashball ou à la grenade sur des manifestants ?

Ou bien les enseignants seront-ils poussés à vanter le rôle de la Gendarmerie mobile à leurs élèves de quatrième et de CAP ?

**L. D.**

## La Réunion : apprendre à tuer au lycée

**Depuis novembre 2024, au lycée hôtelier Christian-Antou de Saint-Paul à La Réunion, il existe une Classe de Défense et de Sécurité globale.**

La Klas'Def, comme elle est appelée, est un projet pédagogique entre l'équipe enseignante et une unité militaire, en l'occurrence la base navale du Port, qui, selon l'académie de La Réunion, a pour objectif de « contribuer à la cohésion nationale, promouvoir l'esprit de défense et garantir l'attractivité des métiers des armées ».

Ainsi, après le Service national universel et l'uniforme au collège, le gouvernement et l'armée ont

fait une nouvelle trouvaille pour embrigader la jeunesse et l'habituer à obéir le doigt sur la couture du pantalon derrière le drapeau tricolore. Pour s'assurer que les leçons sur le patriotisme et le sens du devoir entrent bien dans les têtes, le lycée Christian-Antou a préparé le terrain avec un « Prof-soldat », le professeur de sciences qui est officier réserviste, référent du lien Armées-Jeunesse de la Marine nationale.

Aujourd'hui, sous

prétexte d'égalité de chances, le gouvernement et l'armée tentent d'appâter les jeunes en leur faisant miroiter de belles carrières sous l'uniforme et avec des médailles étincelantes. Mais dans l'atmosphère guerrière montante, « l'aventure humaine et citoyenne » qu'on lui chante va tourner au cauchemar quand cette jeunesse ira se faire trouer la peau sur le front, non pas pour défendre la patrie contre de prétendus ennemis, mais pour défendre les intérêts des industriels de l'armement et des autres capitalistes.

**Charlotte Dauphin**

## Sarkozy : la légion d'honneur est sauve... Quant à l'honneur...

Définitivement condamné à trois ans d'emprisonnement dont un an ferme pour corruption et trafic d'influence dans l'affaire des écoutes en décembre 2024, Nicolas Sarkozy devrait se voir retirer la Légion d'honneur qu'il avait reçue comme tout président de la République.

En effet, le général Leconte, ex-chef d'état-major sous François Hollande et actuel grand chancelier de la Légion d'honneur – une sorte de patron de

l'ordre – réclame que Sarkozy rende sa décoration. La pression est forte, mais au-dessus du grand chancelier, il y a le grand maître, qui est tout simplement le président en exercice. Macron, après des mois de réflexion, a tranché : selon lui, Sarkozy peut conserver la distinction et la breloque qui va avec car « il a été élu par le peuple souverain ». Il faudrait donc distinguer entre Sarkozy l'homme, ses faiblesses et magouilles, et sa fonction de président.

En quelque sorte, Sarkozy ne s'appartiendrait plus, il appartiendrait « au peuple souverain », ce qui serait une terrible nouvelle.

Sarkozy, qui ne quitte plus son bracelet électronique, pourra donc continuer de le porter avec sa médaille, au moins jusqu'au verdict de l'affaire libyenne qui, en septembre prochain, pourrait remettre tout cela en jeu. Quand on aime les bijoux...

**B. S.**



## Madagascar 1947 : Macron, héritier des massacreurs

À Madagascar, dans le cadre de sa tournée dans l'Océan indien, Macron a annoncé le 24 avril la création d'une commission d'historiens français et malgaches sur les massacres commis dans l'île en 1947 par la puissance coloniale.

Macron dit vouloir créer « les conditions du pardon ». En vérité, il vise surtout à créer les conditions permettant à l'impérialisme français de conserver ses positions dans cette région du monde hautement stratégique.

Après avoir déjà réuni des commissions d'historiens pour évoquer les massacres commis au Rwanda, en Algérie, au Cameroun ou

dernièrement la dette imposée à Haïti, Macron a recours à la même technique concernant la répression coloniale menée à Madagascar. En mars 1947, des grèves éclatèrent et une insurrection s'étendit à une partie de l'île après que les autorités françaises avaient ignoré la revendication bien modérée d'autonomie présentée par les députés malgaches du Mouvement

démocratique de rénovation malgache, le MDRM. Ce fut un gouvernement à direction socialiste, avec dans ses rangs des ministres communistes, qui inaugura à Madagascar une répression aussi féroce que celle conduite en Algérie en mai 1945 à Sétif. Des milliers de militants du MDRM furent arrêtés et systématiquement torturés, tandis que l'armée française déployait ses unités coloniales. Des dizaines de massacres de masse furent commis. Des prisonniers furent jetés vivants des avions pour s'écraser

## Guyane : assouplissement du code minier

Le code minier devrait être assoupli ; tel est en tout cas ce que contient un projet de loi présenté à l'Assemblée nationale consacré à une prétendue « simplification de la vie économique ».

L'article 19, qui aborde la question du code minier, intéresse la Guyane au premier chef. En effet, ce territoire concentre l'essentiel (82 %) des sites d'extraction minière en France : 102 mines légales sur les 123 actuellement ouvertes en France, 65 % des concessions minières en termes de surface et 27 % des permis de recherche. Ce sont essentiellement des mines d'or.

S'il est voté en l'état, l'article 19 prévoit de réduire le délai d'instruction des permis de recherche et de supprimer l'avis que l'Office national des forêts (ONF) est tenu, jusque-là, de délivrer dans le cadre d'un dossier d'autorisation de recherche minière (ARM). L'ONF, qui reste une sorte de garde-fou, serait écarté des décisions pour ces autorisations ; le

préfet seul aurait désormais autorité.

À l'Assemblée, ce projet de loi a reçu le soutien du député de Guyane, Jean-Victor Castor du groupe GDR (le nom du groupe communiste), qui dénonce régulièrement la « mise sous cloche » d'une Guyane « écrasée par le poids des normes ». Pour autant, la filière est loin d'être un acteur économique majeur, puisqu'elle représente 1 % du PIB et 1 % des emplois. Mais l'or et les autres ressources potentielles du sous-sol en Guyane, comme le coltan, mais aussi la bauxite, les diamants, le fer, le manganèse attirent les convoitises des patrons locaux et sans doute de bien d'autres.

Cependant, on sait combien ces patrons sont peu

scrupuleux sur le respect des règles et des normes environnementales. C'est le cas, par exemple, de l'entreprise Auplata, récemment condamnée pour avoir défriché une surface de forêt amazonienne bien supérieure à celle allouée sur un de ses sites.

À ce propos, un autre argument évoqué est la nécessité de développer une vraie industrie minière légale pour mettre fin à la concurrence des mines illégales... dont les pollutions, notamment, sont dénoncées.

Mais l'or, qu'il soit légal ou illégal, se retrouve de la même manière sur le marché. Or, pour vraiment mettre fin à ce trafic, il faudrait voir qui achète et revend l'or illégal, et donc s'attaquer au secret bancaire. Personne n'en parle car devant les intérêts capitalistes, les responsables politiques se couchent.

Jacques Lequai



Militaires français et sénégalais, embarquant pour Madagascar.

sur les villages. Une fois la révolte vaincue à la fin de l'année 1948, une mission d'information de l'Assemblée nationale établit un bilan de 89 000 tués, plus de 2 % de la population de l'époque. Deux députés du MDRM furent condamnés à mort, avant que leur peine ne soit commuée en prison à vie. Les exécutions d'insurgés durèrent jusqu'en 1958, deux ans avant l'indépendance de Madagascar.

L'acte de contrition de Macron devant les autorités malgaches ne coûte rien. Sa mise en scène fait partie

des négociations en cours concernant les îles Éparses, actuellement sous autorité française, revendiquées par Madagascar. L'État français souhaite en garder le contrôle pour disposer d'une position stratégique dans le canal du Mozambique, par lequel transite une grande partie des pétroliers apportant le pétrole du Moyen-Orient vers l'Europe et le continent américain.

Macron est bien le digne héritier des dirigeants français de l'époque coloniale.

Boris Savin

## Déserts médicaux : liberté du praticien d'abord ?

Vendredi 25 avril, le Premier ministre Bayrou a présenté son plan de lutte contre les déserts médicaux dont la mesure phare se limite à demander aux nouveaux médecins de travailler deux jours par mois dans les zones sous-dotées.

Bayrou voulait ainsi prendre ses distances avec la proposition de loi soutenue par plus de 250 députés, de LR à LFI, partiellement adoptée le 2 avril, visant à réguler l'installation des médecins. Que des députés de droite en viennent à envisager une régulation, c'est dire à quel point l'accès aux soins devient difficile pour une grande partie de la population.

Depuis des décennies, les gouvernements successifs ont consciemment laissé se réduire l'accès aux soins en supprimant des lits d'hôpitaux, en fermant des maternités, des services d'urgence, des centres de santé... Longtemps, ils ont aussi maintenu des quotas limitant le nombre d'étudiants admis à poursuivre leurs études médicales, le fameux *numerus clausus*, mis en

place dans les années 1970 afin de limiter les dépenses de santé, mais avec la bénédiction d'un certain nombre de médecins soucieux de limiter la concurrence.

Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à dire qu'il faut davantage de médecins. Certes, il faudrait en former autant que nécessaire pour toute la société et il faudrait aussi que leur installation soit assurée en fonction des besoins de la collectivité. Mais aujourd'hui encore, des étudiants en médecine, des internes, des médecins s'insurgent contre cette éventualité. C'est la rançon de la médecine libérale, une médecine qui place la volonté d'un médecin de soigner ses semblables bien après la recherche de meilleurs revenus.

Lucas Pizet

## Mort du pape : à genoux jusqu'à l'entorse ?

Le gouvernement, au diapason de Macron, avait demandé à ce que les drapeaux soient mis en berne sur les bâtiments publics le 26 avril pour les obsèques du pape François. Une telle décision n'est pas inédite. En 2005, le Premier ministre Raffarin l'avait imposée pour

la mort de Jean-Paul II, et s'il n'y avait pas eu de réédition depuis, c'est que Benoît XVI, prédécesseur de François, avait quitté le poste vivant.

En 2005, Bayrou avait fait la moue, affirmant que cette manifestation de deuil national « ne correspond[ait] pas à la

distinction qu'il faut faire entre convictions spirituelles et choix politiques et nationaux ». Il est vrai que Bayrou a, semble-t-il, la mémoire défaillante pour ce qui touche au petit personnel du Bon Dieu depuis quelque temps.

B. S.

## Inde-Pakistan : vers une nouvelle guerre ?

L'attentat du 22 avril dans le territoire indien du Jammu-et-Cachemire (26 victimes parmi des touristes), a fait monter la tension entre l'Inde et le Pakistan qui se disputent cette zone depuis 1947. La menace d'une guerre entre ces deux puissances régionales dotées de l'arme nucléaire pèse sur les populations.

Le ministre de la Défense indien a juré d'éliminer les responsables de l'attaque, qu'il a désignés comme des membres du Front de résistance (TRF), une branche d'un groupe islamiste basé au Pakistan voisin. Visant ce dernier, il a menacé « ceux qui ont planifié cet acte dans l'ombre, sur notre sol », et exigé qu'il renonce de manière « crédible et irrévocable au terrorisme ».

Des tirs sont observés de

part et d'autre et, pour la première fois, le traité de 1960 qui permet de réguler le débit du fleuve Indus a été suspendu, alors que 80 % de l'activité agricole du Pakistan dépend de ces eaux venant de l'Himalaya. Le seul point de passage terrestre restant sur les 3 000 kilomètres de frontière commune a été fermé, tout commerce banni, et les visas accordés aux Pakistanais suspendus.

Cette escalade prolonge la politique du Parti du peuple indien (BJP), au pouvoir depuis 2014. Le Premier ministre Narendra Modi a construit en effet sa carrière politique, d'abord dans l'État du Gujarat, puis à Delhi, en assimilant la population musulmane à un ennemi de l'intérieur. Le Cachemire, seul État de la fédération indienne à majorité musulmane, a été une cible de choix pour sa propagande et ses hommes de main qui se proposent de le libérer de « l'occupation ». En août 2019, Modi avait franchi un pas dans ce sens, en dissolvant le Parlement régional, en faisant arrêter tous les responsables politiques élus, ainsi que des milliers de personnes. L'article de la Constitution qui conférait une certaine autonomie au gouvernement local a été aboli, ainsi que celui réservant aux Cachemiris l'accès à la propriété foncière, ouvrant la voie à une hindouisation du territoire. Isolé des mois durant, le Cachemire a alors été livré à une répression féroce. Privé de son statut d'État, il a été scindé en deux, entre le Jammu-et-Cachemire et le Ladakh.

De son côté, le gouvernement pakistanais, dont l'armée a fourni de longue date un soutien politique et logistique aux adversaires du pouvoir indien au Cachemire, y compris terroristes,

dément toute implication. Outre les mesures de réciprocité, il a suspendu tous les accords diplomatiques signés avec l'Inde et averti que priver le pays d'une partie des eaux de l'Indus et de ses affluents serait considéré comme un acte de guerre. Le nationalisme pakistanais et la défense de l'islam sont ainsi brandis en réponse au nationalisme indien et au fondamentalisme hindou, au risque d'enclencher une nouvelle mécanique infernale.

Entre 1947 et 1949, suite à la partition sanglante de l'ancien empire des Indes orchestrée par la puissance coloniale britannique, une première guerre avait vu l'Inde, devenue indépendante, occuper les deux tiers du Cachemire au prix d'un demi-million de morts et de millions de déplacés. Deux autres guerres l'ont opposée dans cette région au Pakistan : celle de 1965, qui a fixé les frontières actuelles et la « guerre des glaciers », en 1999, pour le contrôle de postes en très haute altitude. En 2019, un attentat dans lequel 40 soldats indiens avaient trouvé la mort avait failli déclencher un nouvel affrontement.

Malgré l'ambition de Modi d'un « retour à la normale » au Cachemire et d'en faire une destination touristique, la militarisation et les incidents frontaliers n'y ont

jamais cessé. Les affrontements entre groupes séparatistes et l'armée indienne ont fait des dizaines de milliers de morts. Quant à la population, qui n'a à aucun moment été consultée sur son avenir, elle est l'otage de ces rivalités et ce, bien au-delà de cette zone frontière.

Dans le contexte international actuel, il pourrait être tentant pour les deux gouvernements de miser, comme leurs prédécesseurs, sur le nationalisme et la corde religieuse pour retrouver le crédit qu'ils ont perdu ces derniers mois auprès de leur opinion publique.

Par le passé, l'opposition entre ces puissances rivales a été exacerbée par le jeu criminel des puissances impérialistes dans la région, à commencer par les États-Unis, le principal soutien militaire du Pakistan, durant leur guerre en Afghanistan.

Aujourd'hui, engagé dans une confrontation croissante avec la Chine, l'impérialisme américain recherche davantage l'appui de l'Inde. Mais quels que soient ses calculs, comme ceux des dirigeants politiques indiens et pakistanais, cette région demeure l'un des nombreux « points chauds » hérités du colonialisme et des conflits qu'il a encouragés, du sous-développement et des rivalités impérialistes, que le moindre incident peut embraser.

Pierre Delage

DAR YASIN/AP



Au Cachemire, après l'attentat.

## Armées du monde : offensive budgétaire générale

Les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 9,4 % l'an dernier, comparé à 2023, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm. L'ensemble des États de la planète ont saigné leur population de 2 718 milliards de dollars pour préparer leur œuvre destructrice.

Sans surprise les États-Unis ont mobilisé le plus gros budget, avec 997 milliards, soit plus d'un tiers du total, laissant loin derrière leur rival chinois, qui a dépensé 314 milliards.

Les pays d'Europe ont augmenté leurs budgets militaires plus fortement que le reste du monde avec une hausse de 17 %, en partie conséquence de la guerre en Ukraine. Mais l'Allemagne, qui n'est pas en guerre, a augmenté ses dépenses de 28 % avec 88,5 milliards de dollars. L'impérialisme

français n'est pas en reste avec 64,7 milliards, Macron parlant de viser les 100 milliards à l'avenir.

Les guerres du Moyen-Orient sont responsables d'une hausse régionale de 15 % des budgets militaires. Celui d'Israël, qui bombarde tous ses voisins, a bondi de 65 % à hauteur de 46,5 milliards de dollars, avec l'aide des États-Unis et l'aval des puissances européennes dont la France. Par contre l'Iran, qui est volontiers présenté comme une menace pour la paix, a dépensé six fois

moins, avec 7,9 milliards, en baisse de 10 %.

Partout, c'est la ceinture pour les travailleurs et les dépenses « quoi qu'il en coûte » pour les généraux. Ce qui est dépensé pour les armées ne l'est pas pour l'éducation, la santé, les retraites, etc.

On en est à la dixième année consécutive de hausse mondiale des budgets militaires, l'année 2024 étant celle de la plus forte hausse depuis plus de trente ans. La généralisation des guerres est clairement inscrite dans les livres de comptes des ministères des armées et des états-majors. Ainsi que le proclament les banderoles de Lutte ouvrière le 1<sup>er</sup> mai : « *Le capitalisme c'est la guerre. Si tu veux la paix, prépare la révolution !* »

Lucien Déroit



# Gaza, Liban, Syrie: la guerre tous azimuts de Netanyahu

Pendant que les Palestiniens continuent de compter leurs morts à Gaza, plus de 2 200 depuis la rupture du cessez-le-feu du 18 mars, et plus de 52 300 depuis le 7 octobre 2023, l'armée israélienne bombarde le sud du Liban, et la zone frontalière syrienne.

Au Liban, malgré le cessez-le-feu entré en vigueur le 27 novembre après deux mois de guerre, l'armée israélienne mène régulièrement des attaques, les justifiant par la menace que le Hezbollah ferait peser sur Israël. Le 22 avril, l'armée israélienne affirmait avoir tué 140 combattants du Hezbollah depuis la mise en place du cessez-le-feu. Ses bombardements auraient provoqué la mort d'au moins 71 civils selon l'ONU. Le ministère des Affaires étrangères libanais a condamné l'attaque du 27 avril qui a touché « une zone densément peuplée de la banlieue sud de Beyrouth, et a provoqué

la panique parmi les civils et des dégâts matériels ». La population est menacée quotidiennement. Le journal *Le Monde* citait le témoignage d'un habitant de Zibqine dans le sud du pays, en colère car « ils se sont foutu de notre gueule ». « Évidemment que le cessez-le-feu n'a pas mis fin à la guerre avec Israël », a-t-il lâché, ajoutant avoir peur d'aller cultiver son terrain à cause des bombardements. Et en effet, en dépit des conditions du cessez-le-feu qui prévoyaient un retrait complet de l'armée israélienne des régions méridionales du Liban, elle continue d'y occuper plusieurs positions.



Destructions après des bombardements aériens israéliens sur le village de Touline au sud du Liban, le 22 mars.

En Syrie, l'armée israélienne poursuit l'occupation du plateau du Golan, qu'elle a élargie début décembre 2024 à la chute du régime de Bachar al-Assad, ainsi qu'une zone frontalière et des territoires dans le sud-ouest de la Syrie, incluant la ville d'Al-Quneitra. Ces opérations terrestres se sont accompagnées d'une campagne de bombardements aériens intensifs sur les infrastructures et les sites militaires syriens. Netanyahu n'a pas caché vouloir s'implanter

durablement dans le sud de la Syrie afin de créer une « zone de sécurité » démilitarisée le long de la frontière.

L'État israélien mène une guerre tous azimuts sans que cela provoque la réaction des dirigeants impérialistes pourtant prompts à s'indigner quand il s'agit de l'Ukraine. Le ministère des Affaires étrangères libanais a appelé « les pays qui parrainent l'accord de trêve à faire pression sur Israël pour qu'il mette fin à ses attaques répétées et à ses violations de la résolution 1701 »,

une exhortation dont on peut être sûr qu'elle ne sera pas suivie d'effet. L'armée israélienne veut entretenir la peur, le sentiment de n'être en sécurité nulle part parmi les peuples de la région, pour les écraser toujours. Comme Biden avant lui, Trump et les autres dirigeants occidentaux n'ont rien à redire à cela, bien au contraire. Tous savent qu'un tel gendarme dont ils se sont assuré la fidélité, est bien utile pour maintenir leur domination.

Aline Retesse

## Côte d'Ivoire: Ouattara et ses opposants au service des riches

En octobre aura lieu l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire. Deux des principaux candidats, l'ancien président Laurent Gbagbo et Tidjane Thiam, dirigeant du PDCI, l'un des principaux partis d'opposition, ont d'ores et déjà été exclus du scrutin en raison de condamnations judiciaires. Dans le numéro de leur journal paru le 8 mars, nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) mettent en garde contre ce qu'ils appellent « un bal de crocodiles dans un marigot de plus en plus puant » où tous les candidats n'aspirent qu'à servir la bourgeoisie en se servant au passage.

« [...] Un homme comme Ouattara, l'actuel président, même s'il se targue d'être démocratiquement élu par le peuple, ne peut être autre chose qu'un larbin au service du système capitaliste et il en sera de même pour celui qui lui succédera, qu'il soit issu de son camp politique ou de l'opposition.

Quand le gouvernement s'en prend aux pauvres en menant des opérations de déguerpissement, il est pleinement dans son rôle d'exécuteur des besoins des riches qui veulent éloigner les habitants des quartiers pauvres vers la périphérie parce qu'ils n'ont pas envie de sentir la puanteur et de voir le spectacle de la misère

à proximité de leurs quartiers luxueux. Mais cette misère, c'est eux et leur système économique capitaliste qui l'ont créée et qui continuent de l'aggraver !

Il en est de même quand les autorités politiques font casser les étalages des petits vendeurs installés sur les trottoirs, sans égard pour des milliers de familles pauvres dont c'est souvent l'unique source de revenu. Le gouvernement se moque de ce que deviendront toutes les familles déjà démunies. Il se vante d'avoir fermé un millier de cliniques « illégales » depuis 2023 et se donne comme objectif d'arriver à « zéro clinique illégale en 2025 ». Nul besoin de sortir

d'une grande école pour savoir que s'il y a autant de cliniques illégales, c'est parce que de nombreux pauvres qui viennent s'y faire soigner n'ont pas les moyens d'accéder aux cliniques officielles où la moindre consultation s'élève à 15 000 francs CFA (23 euros) !

Comme tous ses prédécesseurs, le gouvernement actuel prétend être au service des populations pauvres. Alors, pourquoi y a-t-il donc tant de pauvres, d'ailleurs de plus en plus nombreux dans ce pays ? Pourquoi les salaires sont-ils si bas, au point qu'ils ne peuvent même pas

permettre aux travailleurs de subvenir normalement à leurs besoins ? Les pourquoi ne manquent pas quand on voit toutes les injustices que subissent les travailleurs et les populations pauvres alors qu'il y a des moyens techniques et humains pour satisfaire les besoins de tous.

Aujourd'hui, les gens de l'opposition ont beau jeu de dire que « le régime Ouattara étouffe les Ivoiriens ». Ce n'est pas faux mais eux, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ne faisaient pas autre chose. Ainsi, sur les « réseaux sociaux » circule actuellement une ancienne vidéo prise du

temps où les Gbagbo étaient au pouvoir. Elle montre une manifestation contre la vie chère violemment réprimée par les forces de police. Gbagbo déclarait que « le gouvernement n'est pas responsable de l'augmentation du coût de la vie ». Rappelons que les salaires étaient alors bloqués par décision du gouvernement et les grèves systématiquement réprimées par les corps habillés.

Eh bien oui, tous ces partis politiques et leurs dirigeants respectifs qui se positionnent pour les élections à venir sont des menteurs et des ennemis des travailleurs et des classes pauvres. Ce qui les différencie, c'est peut-être leurs discours mais pas le fond. Par ailleurs, de tous les côtés, ils tiennent des discours de plus en plus ethnistes et xénophobes à l'approche des élections. Peu leur importent les divisions et les haines qu'ils créent ou qu'ils amplifient sur leur passage. Dans le passé, on a vu que ce ne sont ni eux ni les riches qui ont payé le prix fort quand leurs mots ont été ensuite remplacés par des machettes ! [...] »

Le Pouvoir aux travailleurs



« Déguerpissement » au quartier Abattoir d'Abidjan, en juin 2024.

# Salon de Shanghai : guerre entre patrons de l'automobile

**Du 23 avril au 2 mai le Salon de l'automobile de Shanghai est l'occasion pour la presse occidentale de constater la suprématie des constructeurs chinois sur le segment de l'électrique en Chine et de s'inquiéter de l'avenir de l'industrie européenne.**

L'édition 2025 de ce salon a réuni près de 1 000 entreprises qui ont présenté plus de 100 nouveaux modèles, dotés d'intelligence artificielle, de systèmes avancés d'aide à la conduite et d'innovations multiples en matière de propulsion électrique. À côté des géants mondiaux, européens et américains, Volkswagen, Tesla, Stellantis, exposaient les nouveaux géants chinois, dont le plus connu, BYD, et des dizaines de plus petits constructeurs espérant percer sur un marché en pleine évolution.

Avec 30 millions de véhicules vendus en 2024, la Chine est depuis quelques années le plus grand marché automobile du monde, plus important que les

marchés européens et américains réunis. Et si le marché chinois a été longtemps dominé par les constructeurs européens et américains, ce n'est plus le cas. Les constructeurs chinois s'y sont imposés ces dernières années notamment dans la vente de véhicules électriques, en produisant des véhicules aussi bons et bien moins chers que ceux de leurs concurrents occidentaux.

La percée des constructeurs chinois ne tient pas du miracle ou des prétendues vertus du capitalisme. Qu'ils soient privés ou contrôlés, totalement ou partiellement, par l'État, ils ont disposé d'un atout indéniable vis-à-vis de leurs concurrents : construire

une industrie nouvelle sans le passif d'une ancienne. Ils ont aussi et surtout bénéficié pendant plus de vingt ans de l'intervention de l'État. L'industrie automobile chinoise existe depuis les années 1980, quand l'État a ouvert, de façon progressive et contrôlée, son marché aux capitaux occidentaux. Les capitalistes occidentaux y ont fait des fortunes pendant quarante ans, en exploitant les travailleurs chinois. Mais, dans le secteur de l'automobile électrique, l'État n'a pas laissé faire le marché, son intervention a été décisive. Dès 2001, il a lancé des programmes de développement et considéré l'industrie des véhicules électriques comme l'une des sept industries stratégiques émergentes.

Les gouvernements locaux ont aussi travaillé en étroite collaboration avec les entreprises privées



pour le plus grand bonheur de leurs actionnaires et de leurs dirigeants. Par exemple, l'entreprise privée BYD, qui a vendu plus de 4 millions de véhicules l'an dernier et dans laquelle a investi le milliardaire américain Warren Buffet, s'est développée en entretenant des relations étroites avec la ville de Shenzhen, première ville au monde à électrifier complètement son parc de bus. Conséquence de cette intervention étatique, malgré tous les discours des gouvernements occidentaux sur l'urgence climatique, c'est uniquement en Chine que les ventes de véhicules électriques et hybrides ont dépassé celles des voitures à moteur thermique.

Face à la montée en puissance des industriels chinois, les entreprises occidentales n'entendent cependant pas lâcher ce marché. Au salon de Shanghai, Renault, Stellantis, Volkswagen ont contre-attaqué, en baissant leurs prix et en essayant de se mettre

au même niveau technique que leurs concurrents chinois, ce qui ne peut se faire qu'en intensifiant l'exploitation de leurs propres salariés. Les constructeurs chinois ripostent en cherchant eux aussi à exporter leurs voitures en Europe et aux Amériques. Les entreprises de toute la planète sont engagées dans une guerre commerciale acharnée. Elles peuvent compter sur leurs États nationaux pour les aider à pénétrer les marchés extérieurs tout en fermant au maximum leur marché intérieur.

Les travailleurs, qu'ils soient chinois, européens ou américains, ne peuvent qu'être victimes de cette guerre, licenciés ou contraints de subir des salaires à la baisse et des cadences infernales pour que les industriels de toutes nationalités puissent augmenter leurs marges. Les États ne protègent pas les travailleurs mais seulement les profits de leurs capitalistes.

**Serge Benham**

## Nos lecteurs écrivent L'effondrement d'un mur en Tunisie

Lundi 14 avril, à El Mazzouna, ville du gouvernorat de Sidi Bouzid dans le Sud tunisien, l'effondrement d'un mur dans un lycée a entraîné la mort de trois lycéens. Depuis, cela a suscité une vague de colère à l'échelle du pays.

Ce drame récemment survenu, n'étonne personne, hélas, tant la réalité fait redouter de telles catastrophes depuis longtemps. D'ailleurs le personnel du lycée en question avait déclaré depuis des mois que ce mur représentait un danger pour les élèves. Mais l'État était resté muet et

aucune réponse n'avait été apportée.

Pour se sortir de cette situation embarrassante, le président garde ses vieilles habitudes en invoquant un « ennemi invisible » et en développant l'imaginaire du complot. En même temps, pour étouffer l'affaire, il faut trouver un coupable. Alors, le directeur du lycée a été placé en détention et une enquête judiciaire est en cours pour trouver les responsables.

Mais la vraie réponse de l'État a été d'envoyer, dès le jour du drame, des renforts de policiers dans le but

d'assurer l'ordre et d'empêcher la présence des journalistes. Dès le lendemain de cette tragédie, des centaines de personnes ont exprimé leur colère et leur mécontentement en manifestant dans les rue d'El Mazzouna, tout en subissant immédiatement la répression. Malgré celle-ci, les manifestations ont duré plusieurs jours et la population a pu s'imposer pour revendiquer l'amélioration de sa situation. Ils ont pu évoquer l'arriération de la région, l'augmentation des prix et le chômage.

Les mêmes graves problèmes avaient poussé, en 2011 dans la même région, le jeune Mohamed Bouazizi à se suicider par le feu pour protester face à la misère, déclenchant alors le « printemps arabe ».

Depuis, plusieurs présidents et gouvernements se sont succédé mais le sort de la population n'a pas changé. La loi du profit domine toujours et les maîtres de l'économie ne l'ont pas changée. Cette situation a déjà entraîné des explosions sociales et en prépare d'autres !

**Un étudiant tunisien**



GLOBAL.NET

**Lisez  
Lutte de classe**  
revue de l'Union communiste internationaliste



**Au sommaire du numéro 247 (avril 2025)**

- Guerre commerciale, économie de guerre
- Le plan naval américain
- Allemagne : stagnation économique, instabilité politique
- La Chine dans le nouveau partage de l'Afrique
- Les voies de la Chine sont impénétrables (2)
- Les Jacobins noirs, de C.L.R. James

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.

## La conférence de Bandung : les limites du non-alignement

Entre le 18 et le 24 avril 1955, les représentants de 29 pays, dont 23 d'Asie et six d'Afrique, se réunissaient pour une Conférence des nations afro-asiatiques dans la petite ville de Bandung, sur l'île de Java, à l'invitation du président indonésien Soekarno.

Certaines colonies africaines, pas encore indépendantes, étaient aussi représentées. Dans un monde dominé par deux grandes puissances, les participants proclamaient leur refus de rejoindre tant le bloc américain que le bloc soviétique. En effet, après s'être partagé l'Europe et l'Asie en 1945, les États-Unis et l'URSS s'étaient constitué des zones d'influence à l'échelle mondiale. Si leurs relations s'étaient tendues à partir de la fin des années 40, notamment après le plan Marshall qui ancrerait l'ouest de l'Europe dans le camp américain et après la guerre de Corée entre 1950 et 1953, elles n'en restaient pas moins complices pour verrouiller la planète.

### La décolonisation, un espoir pour les peuples

Cette situation n'avait pas empêché les révoltes des peuples colonisés au sortir de la guerre. Les métropoles impérialistes, en particulier la France et la Grande-Bretagne, furent contraintes de concéder l'indépendance à des pans entiers de leurs empires, notamment en Asie : l'Inde et le Pakistan en 1947, l'Indonésie en 1949, après quatre ans de guerre, l'Indochine en 1954 après une spectaculaire victoire des Vietnamiens contre l'armée

française à Diên Biên Phu.

Des brèches apparaissaient aussi dans le camp soviétique : en 1949, le Parti communiste chinois était parvenu sans l'aide de l'URSS à mettre en échec les impérialistes dans cet immense pays, tandis que la Yougoslavie de Tito tenait la bureaucratie soviétique à distance.

Les dirigeants des États réunis à Bandung aspiraient à échapper à la logique des blocs et proclamaient vouloir assurer le développement de leur pays ; ils espéraient en fait se servir de l'antagonisme entre les deux grands pour s'assurer une plus grande marge d'indépendance.

Ainsi, la Conférence de Bandung put apparaître aux yeux des populations libérées de la colonisation comme le symbole de leur indépendance et de leur dignité conquise ou en phase de l'être. La résolution finale dénonçait le colonialisme sous toutes ses formes, appelait au désarmement général, au respect d'une « égale souveraineté des peuples et des nations » et des droits humains, ainsi qu'à la coopération économique et culturelle entre les pays présents.

Plusieurs des organisateurs brandissaient l'étendard d'un communisme non aligné sur la bureaucratie soviétique, en premier lieu

Tito et Zhou Enlai, le représentant de la Chine. D'autres, comme Soekarno et Nehru, qui représentait l'Inde, prétendaient ouvrir une troisième voie entre socialisme et capitalisme. Pour Nasser, lui aussi capable de parler de socialisme dans ses discours, l'enjeu était de tenir à distance l'impérialisme américain, qui prenait alors le relais de la France et de la Grande Bretagne au Moyen-Orient. Un an avant la nationalisation du canal de Suez qu'il allait annoncer en 1956, il bâtissait son image de chef de file de la résistance arabe à l'impérialisme et au colonialisme, qui allait être à la base de sa popularité en Égypte et au-delà.

### Hors des blocs, mais pour quelle perspective ?

D'autres États présents à Bandung, comme le Japon, la Turquie ou l'Arabie Saoudite, n'avaient jamais même parlé de s'affronter avec l'impérialisme. Certains des participants faisaient bien partie de l'un des deux blocs – par exemple la Turquie du côté occidental et le jeune Nord-Vietnam du côté soviétique. Six ans plus tard, lors de la « Conférence des non-alignés » de Belgrade qui allait faire suite à celle de Bandung, ces deux pays ne seraient d'ailleurs plus représentés. D'autres États qui rejoignirent alors le groupe affichaient des positionnements tout aussi différents. Ainsi, alors que l'Algérie allait arracher son indépendance à la France après sept ans de guerre, le roi du Maroc restait toujours un



À l'ouverture de la conférence.

ami des dirigeants français.

Quel que soit leur positionnement par rapport aux deux grands, les dirigeants du mouvement non aligné avaient en fait un point commun : ils cherchaient à ménager une place pour leur pays et sa classe dominante locale dans les rapports de force mondiaux. L'expression « tiers-monde » inventée par un démographe, Alfred Sauvy, dans une allusion au tiers état qui s'était imposé lors de la Révolution française, était donc trompeuse : contrairement au tiers état qui était d'une nature sociale fondamentalement différente de la noblesse d'Ancien Régime à laquelle il s'attaquait, les dirigeants des pays du tiers-monde étaient bourgeois dans leurs méthodes et dans leurs objectifs, comme ceux des autres pays du monde. Ils avaient d'ailleurs aussi en commun de maintenir un ordre de fer dans leur pays : au moment où le dirigeant égyptien Nasser se rendait à la Conférence de Bandung en 1955, il organisait des rafles policières contre les communistes ; Soekarno, avant même le retrait des troupes hollandaises d'Indonésie, avait réprimé les soulèvements populaires qui accompagnaient la lutte pour l'indépendance et risquaient de lui échapper.

### Seule la classe ouvrière peut renverser l'impérialisme

Les peuples à qui la conférence de Bandung avait fait espérer que la fin des empires coloniaux serait aussi la fin du pillage économique et de la misère engendrée par des décennies d'oppression impérialiste allaient

nécessairement être déçus.

Car le problème n'était pas seulement le colonialisme, mais aussi et surtout l'impérialisme, c'est-à-dire la domination de la bourgeoisie des pays riches sur le monde entier, y compris sur le prolétariat des pays riches. Si la décolonisation mettait fin au contrôle direct des pays, en elle-même elle ne pouvait mettre fin ni à l'exploitation par la bourgeoisie locale, ni à l'ingérence des grandes puissances dans les affaires politiques des pays décolonisés ni non plus à leur domination financière, industrielle, commerciale, capable d'étrangler sans un seul coup de canon ceux qui veulent leur résister.

Léopold Sédar Senghor, alors représentant d'un territoire colonisé par la France et qui ne devait devenir le Sénégal indépendant qu'en 1960, salua la conférence de Bandung comme une gigantesque « levée d'écrou » pour les pays colonisés. En réalité, les peuples des pays pauvres allaient rester dans la prison que constitue l'ordre impérialiste.

La seule force pouvant briser cet ordre est la classe ouvrière internationale, celle des pays sous domination des métropoles impérialistes comme celle de ces métropoles elles-mêmes, si elle s'organise par-delà les frontières nationales pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie. Cela n'a jamais été la perspective des organisateurs de la conférence de Bandung, pas plus que de toutes celles qui allaient se succéder ensuite sous le drapeau du « non-alignement ».

Claire Dunois



Victoire vietnamienne contre la France à la bataille de Diên Biên Phu.

## Renault Trucks – Vénissieux : tentative de vol avec préméditation

Chez Renault Trucks, la direction tente de voler dix minutes de pause casse-croûte aux ouvriers en 2x8 des lignes de montage de l'Usine Moteurs.

Ces travailleurs bénéficiaient depuis des décennies de dix minutes supplémentaires aux 30 minutes prévues par les accords sur le temps de travail. La direction avait concédé cette rallonge, sans que la production ne soit alors réduite, parce que le self est éloigné de l'atelier, sur un site assez étendu.

Pour remettre en cause cet acquis, elle cherche à profiter du déplacement programmé des lignes

de montage de l'usine des Ponts, qui doivent venir en septembre dans le même bâtiment que l'Usine Moteurs. Les ouvriers de cette usine de Saint-Priest, actuellement proches de leur cantine, ne bénéficient pas de ces dix minutes supplémentaires de pause. Et bien sûr, la direction n'envisage pas de les concéder à tout le monde.

Il y a plus de 20 ans, la direction avait déjà essayé de revenir sur cette pause, mais une grève l'avait fait reculer.

Cette fois-ci, elle a préparé son coup dans le plus grand secret, en manœuvrant pour tenter de diviser les travailleurs et d'enjoliver son attaque. Elle a lancé un sondage avec plusieurs propositions : dans tous les cas, les dix minutes sont supprimées, mais une option propose de décaler la pause en fin de poste, pour quitter plus vite l'usine.

Si la majorité des ouvriers a d'abord été incrédule devant cette annonce, très vite le sentiment de se faire voler a été majoritaire et la tentative de division bien visible. Beaucoup sont



RICHARD-MOUILLAUD

conscients que ses attaques sont destinées à augmenter leur charge de travail pour enrichir des actionnaires qui n'ont pourtant jamais été aussi bien servis que ces dernières années.

Un appel syndical à débrayer était programmé le 15 avril pour les salaires et pour protester contre les restrictions que la direction entend imposer au télétravail après l'avoir encouragé. 200 travailleurs,

des ouvriers mais aussi des cadres, en ont profité pour se rassembler autour d'une barbecue devant les portes de l'usine et ont ajouté la revendication du maintien de la pause. À partir du 22 avril, une pétition a circulé, pour le maintien des pauses actuelles et a été largement signée : un « sondage » bien plus démocratique que les faux choix de la direction !

Correspondant LO

## Forvia – Orne : grandes manœuvres patronales

Le groupe Forvia, ex-Faurecia, dispose de deux sites dans l'Orne, à Messei et Caligny, aux environs de Flers. À Messei sont produits des pots d'échappement, tandis qu'à Caligny sont fabriquées des glissières de sièges.

À quelques semaines d'intervalle, les travailleurs ont appris leur licenciement pour les uns, leur mise au chômage pour les autres. Au début de l'année 2024, Forvia, septième équipementier automobile mondial, avait annoncé 10 000 suppressions d'emploi en Europe. L'application de ce plan se traduit aujourd'hui à Messei par la fermeture de l'usine et le licenciement de 104 CDI et 14 CDD. L'annonce a été un coup de massue pour les travailleurs. Quelque temps auparavant, on leur avait

annoncé que les différents bâtiments de l'usine seraient regroupés en un seul atelier. C'était un mensonge.

À Caligny, la direction manœuvre autrement. Le site regroupe 1 200 travailleurs, dont 400 en production. Ils viennent d'apprendre que la production de glissières sera transférée en Pologne, qu'ils seront donc mis au chômage avec indemnités, puis suivra une formation en vue d'une nouvelle production d'articulations de sièges, qui serait transférée d'une autre usine de Pologne. Et, bien

sûr, il faudrait croire le directeur sur parole ! Comme le disait un travailleur : « On croyait avoir un politicien en face de nous. Les patrons aussi mentent comme des aracheurs de dents. »

Forvia est issu de la fusion de Faurecia et du groupe allemand Hella. Il a fait la fortune de la famille Peugeot, qui en a eu le contrôle pendant des dizaines d'années, et qui reste l'un des actionnaires avec la famille Agnelli. Les deux sont ensemble à la tête du groupe Stellantis (Fiat-Chrysler-Peugeot). Alors, ce serait aux actionnaires rendus milliardaires grâce au travail des ouvriers de garantir à tous les travailleurs un salaire et un emploi.

Correspondant LO

## Stellantis – Douvrin : la direction doit payer

À l'usine Stellantis de Douvrin, dans le Nord, une soixantaine de salariés s'étaient donné rendez-vous, jeudi 25 avril, à un rond-point de la zone industrielle pour distribuer un tract dénonçant la fermeture de l'usine et la direction qui maintient le flou sur l'avenir.

Le tract, qui s'adressait aux travailleurs de la zone et à la population, a été chaleureusement accueilli. La situation des ouvriers de l'usine et les licenciements annoncés à la télévision évoquent chez beaucoup de travailleurs leur propre situation. Cela choque d'autant plus que Stellantis était la grosse usine des environs, que tout le monde connaît bien. Beaucoup n'ont entendu que les mensonges du patron dans la presse, et sont soucieux d'entendre le point de vue ouvrier.

Une délégation a été reçue par des représentants de la communauté d'agglomération. En effet, Stellantis a touché 120 millions d'euros d'aides des collectivités locales et régionales pour l'installation de l'usine de batteries (ACC) censée maintenir l'emploi. Mais ces élus locaux n'ont aucun moyen d'exiger quoi que ce soit de patrons qui imposent leur loi. En revanche, l'accueil chaleureux reçu par les travailleurs sur la zone industrielle était un encouragement.

Correspondant LO

## Marignane : cuisine écoœurante à l'aéroport

Plus de deux cents manifestants ont défilé dans l'aéroport de Marseille-Provence à Marignane à l'appel de la CGT, vendredi 25 avril.



Ils s'opposent au licenciement de quatre employés par SSP, l'entreprise gérante de Starbucks et de Prêt-à-manger, concessionnaire de l'aéroport.

Ce qui n'était au départ qu'un acte de solidarité élémentaire est devenu pour la direction une faute méritant le licenciement immédiat. Ces employés, avec jusqu'à présent l'accord de leur direction, avaient distribué en fin de journée des

sandwiches invendus aux personnes sans domicile réfugiées dans l'aéroport. Cette pratique est admise depuis longtemps par les restaurants et les snacks. Mais la direction de SSP veut que cette nourriture soit jetée en fin de journée. Il paraît que c'est la procédure réglementaire.

En fait, selon les militants syndicaux, il s'agit pour la direction de se débarrasser à bon compte de

travailleurs ayant de l'ancienneté pour les remplacer par des travailleurs précaires sous-payés.

Obliger les travailleurs de la restauration à jeter la nourriture au lieu de la donner à ceux qui en ont besoin est la logique de ce groupe capitaliste qui réalise 80 millions de chiffre d'affaires pour amasser toujours plus de profit. Une sale cuisine.

Correspondant LO

# Licenciements : faire payer les patrons et les actionnaires

Une nouvelle fois, une entreprise riche à milliards, ArcelorMittal, décide de sacrifier la vie de centaines de travailleurs et de leur famille. Il est urgent de se défendre contre de tels capitalistes qui sont prêts à tout détruire pour accroître leurs profits.

Ces grands patrons utilisent le prétexte de la guerre commerciale en cours pour justifier ces licenciements. Mais cette concurrence permanente est inhérente à leur système. Ils y participent tous, la mènent tous contre tous. ArcelorMittal n'a pas cessé de faire des milliards de profits ces dernières années, en supprimant des centaines d'emplois et en augmentant les cadences. Ce géant de l'acier réorganise régulièrement ses productions à l'échelle mondiale, afin de servir au mieux les intérêts des actionnaires.

Quelles que soient les raisons, les patrons font toujours payer aux travailleurs les frais de leur politique. Au nom de quoi les travailleurs devraient-ils subir les conséquences de cette concurrence ? Pourquoi n'impose-t-on pas aux milliardaires actionnaires de piocher dans

leurs fortunes gigantesques pour défendre l'entreprise qu'ils possèdent ? C'est eux qui doivent payer et assumer les frais de leur propre économie irrationnelle.

Face aux licenciements en cours chez ArcelorMittal, certains politiciens, comme Xavier Bertrand, expliquent que l'État, et les collectivités locales devraient venir en aide financièrement à l'entreprise pour rétablir sa « compétitivité ». Ils essaient de faire croire que défendre les intérêts de l'entreprise et donc de ses actionnaires, c'est défendre les emplois. Mais c'est un piège pour les travailleurs. Il y a plusieurs années, l'État s'est engagé à financer un des projets d'Arcelor à hauteur de plus de 800 millions d'euros et cela n'empêche pas le groupe d'annoncer les licenciements. Comme Michelin, numéro un mondial du pneu, qui



a décidé de fermer deux usines en France. Alors, au lieu de pleurer sur la prétendue baisse de compétitivité, il faut imposer que ces groupes ouvrent leurs comptes et fassent la preuve de leurs difficultés.

Les discours sur la compétitivité servent à faire croire aux travailleurs qu'ils doivent accepter des sacrifices pour garder leur emploi. Mais quand les entreprises gagnent en compétitivité, c'est en exploitant plus leurs propres travailleurs, voire en licenciant une partie. Quant

aux discours des responsables politiques de gauche, comme Ruffin, ou ceux de certaines directions syndicales réclamant une nationalisation pour protéger les emplois, ils cachent le même piège. Les usines sidérurgiques ont été nationalisées en 1981. Après avoir dépensé des milliards pour les racheter à leurs anciens propriétaires, l'État a licencié à tour de bras sacageant ainsi des régions et des villes entières, avant de revendre ces usines au privé quand elles sont redevenues « compétitives ».

Pour protéger leurs emplois, leurs salaires et la survie de leur famille, les travailleurs doivent s'en prendre à leurs vrais ennemis, qui ne sont ni les ouvriers indiens, ni les ouvriers chinois ni aucun autre ouvrier sur la planète. La solution se trouve dans les coffres-forts du patronat. Il faudra imposer aux patrons de prendre sur leurs profits et leur fortune. Et ce combat pourrait devenir celui de tous les travailleurs, eux aussi exploités et confrontés aux mêmes problèmes.

Marion Ajar

## ArcelorMittal – Dunkerque : les travailleurs face aux attaques patronales

L'usine ArcelorMittal de Dunkerque compte 3 200 travailleurs, plus environ 1 500 travailleurs de la sous-traitance. L'usine de Dunkerque fournit en acier tous les sites du groupe dans la partie nord de la France et jusqu'en Lorraine.

Le groupe ArcelorMittal a annoncé la suppression d'environ 600 emplois sur sept sites industriels en France : Dunkerque, Florange, Basse-Indre, Mardyck, Mouzon, Desvres et Montataire. L'annonce fait suite à d'autres attaques depuis plusieurs mois : en septembre 2024, la direction du site de Fos-sur-Mer a annoncé une réduction de 10 % des effectifs et la fermeture d'un des deux hauts-fourneaux. En novembre, le groupe a annoncé la fermeture des sites de Reims et Denain ; puis en décembre, des suppressions d'emploi sur ses sites de Bourg-en-Bresse, Strasbourg et Valence.

À l'usine de Dunkerque, la direction veut supprimer 155 emplois dans les « fonctions supports », les services comptabilité, ressources humaines et achats. Il est prévu de délocaliser ces emplois sur des sites en Inde et en Pologne. En production, la direction veut supprimer 177 emplois, répartis dans tous les secteurs. La direction y officialise ainsi le sous-effectif qui devenait la règle depuis plusieurs mois. Les équipes incomplètes, les appels des chefs pour venir faire des postes supplémentaires, la difficulté de prendre ses repos sont habituels et le patron voudrait que tout cela devienne la norme.

Cette attaque contre les travailleurs d'ArcelorMittal se double d'une attaque contre ceux de la sous-traitance. Depuis un an, la direction a imposé une baisse de 10 % des contrats concernés qui, de plus, sont signés pour des périodes de plus en plus courtes. Du coup, les travailleurs sont moins nombreux sur les chantiers, et les embauches qui étaient annoncées ne sont dorénavant plus possibles, selon les patrons. Ainsi, la direction d'Onet se permet de dire que les travailleuses du ménage embauchées ne craignent rien, ce qui sous-entend qu'elle va mettre fin aux contrats d'intérim.

Sur le même site de Dunkerque, une autre usine sidérurgique, Dillinger, a annoncé des attaques, à quelques jours d'intervalle. Dillinger est essentiellement présent en Allemagne et Mittal en est actionnaire.

La direction de Dillinger Dunkerque voudrait économiser 700 000 euros sur les salaires des postés. De plus, elle a proposé des « boîtes à idées » à l'adresse des travailleurs de l'usine pour économiser 3 millions d'euros sur la production.

Le groupe ArcelorMittal invoque la surproduction d'acier à l'échelle mondiale pour s'attaquer partout aux travailleurs. Fin 2024 le groupe a annoncé la fermeture de deux sites en Afrique du Sud et 3 500 licenciements. Il réalise pourtant des bénéfices colossaux, 36 milliards d'euros depuis 2019. En 2024, le dividende versé aux actionnaires a été de 1,7 milliard d'euros. Pour 2025, il sera augmenté de 10 %. Tout en hurlant à la concurrence de l'acier chinois, la rentabilité de l'acier ArcelorMittal est supérieure à la période qui précède la crise du Covid.

Le carnet de commandes de l'usine de Dunkerque est très rempli pour l'année à venir au point que l'usine cumule même les retards de livraison. Cela est vrai par ricochet pour tous les autres sites du groupe qui sont reliés à Dunkerque. Le haut-fourneau principal de l'usine est en phase de rénovation pour une durée de trois mois. Dans l'usine de Mardyck, située dans l'agglomération de Dunkerque, qui compte presque 1 000 travailleurs, une nouvelle unité de production d'aciers électriques va bientôt démarrer. Tout cela fait que les travailleurs d'ArcelorMittal auraient de puissants moyens d'imposer un rapport de force pour défendre leurs emplois et leurs salaires face aux attaques des milliardaires de la sidérurgie.

Correspondant LO

## Hôpital de la Croix-Rousse – Lyon : pas question de faire toujours plus avec moins de moyens

**Dans le service de médecine interne de l'hôpital de la Croix-Rousse, à Lyon, l'équipe paramédicale, infirmières et aides-soignantes a décidé la grève à partir du mardi 29 avril pour obtenir des recrutements immédiats.**

Faute de quoi, cette équipe d'une vingtaine de personnes exige que des lits soient fermés jusqu'à ce que les embauches nécessaires soient effectuées.

Cette nouvelle poussée de colère fait suite à une précédente mobilisation, à l'automne, lors de laquelle d'autres services – en particulier la médecine post-urgences, le bloc opératoire et la réanimation – s'étaient également mobilisés. La direction avait alors promis l'embauche de remplaçants supplémentaires. Comme tout le monde pouvait s'y attendre, cette réponse dérisoire s'est avérée complètement insuffisante face à l'ampleur des problèmes.

Le manque de personnel est tel que les cadres doivent chercher des solutions au

jour le jour pour établir les plannings. La direction bricole, annonçant tantôt des fermetures, tantôt des réouvertures de lits. Mais ce sont les travailleuses qui en subissent les conséquences : le travail supplémentaire et l'insécurité que cela provoque, les journées à rallonge, les retours sur les repos, et l'incertitude sur les congés. L'équipe des médecins est également en sous-effectif, car il manque plusieurs internes pour les prochains mois. Et, pour les malades, la qualité des soins se trouve inévitablement dégradée par cette désorganisation.

Les grévistes ont d'ailleurs à cœur de dénoncer publiquement la mise en danger des patients et ne se satisfont pas du fait que

la fermeture des lits soit la seule réponse de la direction. Elles veulent s'adresser à tous les services et tous les secteurs de l'hôpital : des transports ambulanciers au brancardage, de la lingerie à la pharmacie, du ménage à la cuisine, de l'administration à la logistique... Elles l'affirment dans leurs tracts, « *tout le monde est concerné* » !

Réunies lors de deux assemblées générales dans la semaine du 22 au 25 avril, les aides-soignantes et les infirmières ont élu un comité de grève. Composé de grévistes volontaires et révocables, il est chargé de les représenter face à la direction et d'organiser le mouvement de façon démocratique. Elles ont adopté d'emblée ce mode de fonctionnement car elles en avaient fait l'expérience lors de leur précédente grève, en novembre 2024, lors de laquelle elles avaient pu constater la volte-face de certains syndicats. Elles ont également prévu, comme la dernière fois, de refuser les assignations qui ne leur seraient pas remises en main propre par la direction, et d'imposer en urgence la fermeture de lits chaque fois que le nombre d'assignations sera inférieur à ce que prévoit le règlement. Le bras de fer est engagé.

**Correspondant LO**



Lors d'un précédent mouvement à l'hôpital de la Croix-Rousse.

## IHOPE – Lyon : la grève a payé

**Pendant une semaine à partir du 7 avril, la quarantaine de soignantes de l'unité d'hospitalisation de l'Institut d'hématologie et d'oncologie pédiatrique (IHOPE), étaient presque toutes en grève**

Dans cet institut géré conjointement par les Hospices civils de Lyon et l'hôpital privé à but non lucratif Léon Bérard, les travailleuses ont pris en main leur mouvement, refusant d'être toutes assignées. Elles ont ainsi obligé la direction à respecter la réglementation, en n'acceptant que les assignations remises en main propre et non celles déposées dans le service au moment de la prise de poste. Pour cela, la direction a dû

envoyer des coursiers chez les agents en repos. Pour les grévistes c'était un moyen de se faire respecter et de montrer leur détermination.

Depuis des mois, les soignantes avaient alerté leurs directions sur le manque de matériel courant et sur leur sous-effectif. Les hauts responsables ne se donnaient pas la peine de leur répondre et ne se pressaient pas pour trouver un remplaçant pour un poste vacant. Par leur grève les

soignantes ont secoué ces chefs méprisants et les ont obligés à agir. À l'issue de leur mouvement qui a duré plus d'une semaine, elles ont obtenu le renfort de quatre personnes, dont une infirmière et un poste et demi d'aide puéricultrice. Du matériel supplémentaire a été acheté et une véritable salle de pause a été aménagée.

Pour beaucoup, il s'agissait de la première grève. Elles ont vu qu'il est possible de peser, même si bien des problèmes demeurent. « *Si on n'avait pas fait ça, on n'aurait rien obtenu* », concluait l'une d'entre elles.

**Correspondant LO**



## Clinique Saint-Côme Compiègne : succès de la grève

**Mardi 22 avril, à la clinique Saint-Côme de Compiègne dans l'Oise, une centaine de salariés, sur les 580 que compte cet établissement, se sont mis en grève pour des augmentations de salaire.**

Les grévistes se sont rassemblés devant l'hôpital et ont manifesté sur la grande avenue et le petit rond-point qui se trouvent à côté, encouragés par les nombreux coups de klaxon des automobilistes qui exprimaient leur solidarité. À Compiègne, presque tout le monde s'est déjà fait soigner dans cette clinique.

La grève a rassemblé plusieurs catégories : infirmières, aides-soignantes, ASH, qui était pour beaucoup en grève pour la première fois. Les grévistes réclamaient une augmentation de salaire qui rattrape la chute du pouvoir d'achat pour tous. Comme partout ailleurs, les salaires sont insuffisants et ne suivent pas la hausse des prix. Même avec de l'ancienneté, ils ne dépassent pas beaucoup les 1 700 euros ou 1 800 euros. Et tout le monde constate que l'intensité du travail a

augmenté, que des jours de repos sont refusés au dernier moment et qu'il y a une dégradation générale des conditions de travail.

La grève a été reconduite mercredi 23, et le directeur a bien été forcé de venir s'expliquer sur le parking, essayant d'argumenter qu'il n'y avait pas d'argent dans les caisses. Mais les grévistes entendent cela depuis des années et personne ne l'a cru, d'autant plus que la clinique vient d'investir 400 000 euros dans un autre établissement du sud du département.

Finalement, la direction a lâché 3 % d'augmentation et une hausse des primes annuelles d'ancienneté. Les grévistes ont repris le travail vendredi 25 avril avec la fierté d'avoir utilisé ces trois jours pour se faire respecter.

**Correspondant LO**

## Hutchinson – Châlette-sur-Loing : la direction condamnée à payer

Suite à une longue procédure engagée par le syndicat CGT en 2019, la direction d'Hutchinson de Châlette-sur-Loing, dans le Loiret, a été condamnée à régulariser le salaire de base avec une rétroactivité sur trois ans pour tous les salariés embauchés, CDD et intérimaires.

Le complément repré-

sentera 2 500 à 3 000 euros pour chacun, plus de 3 millions d'euros au total, et une augmentation de 50 à 60 euros brut par mois. Cette victoire juridique a été bien appréciée par les travailleurs de l'usine. Même si la direction compte faire appel, il reste que cette fois-ci, elle s'est fait épingleur.

**Correspondant LO**

# La Redoute Quai 30 – Wattrelos : les travailleurs externalisent leur colère

Une quarantaine de salariés de La Redoute Quai 30 se sont déplacés en bus à Paris vendredi 25 avril pour contester les conditions de l'externalisation des 322 salariés de leur entreprise à ID Logistics.

« Menteur, voleur et arnaqueur » criaient les travailleurs sur le boulevard Haussmann. Car ils contestent le vol par la famille Moulin-Houzé, actuels propriétaires de La Redoute, de 44,5 millions d'euros qu'ils estiment leur revenir. En effet, en 2014, quand La Redoute appartenait au milliardaire François Pinault, une grève contre un plan de suppressions d'emplois avait permis d'obtenir la

création d'une caisse de réserve, la Fiducie, destinée à mieux indemniser les salariés licenciés. Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la Fiducie est tombée dans la poche de La Redoute et la famille Moulin-Houzé a empoché les 44,5 millions qui restaient dans cette caisse alors qu'ils devraient servir à indemniser les travailleurs du Quai 30.

Ce déplacement à Paris, au siège des Galeries Lafayette, qui appartiennent

aussi aux Moulin-Houzé, a été une réussite. Plus d'un millier de tracts ont été distribués aux salariés et aux clients des Galeries Lafayette, permettant de nombreuses discussions et des marques de soutien. Certains ont même pris des paquets de tracts pour les donner à leurs collègues.

Les salariés de La Redoute Quai 30 sont ensuite allés devant les grands magasins Galeries Lafayette sur le boulevard Haussmann. La direction des Galeries avait décidé de tirer les rideaux pour les empêcher d'entrer. Ils ont donc



manifesté bruyamment devant toutes les entrées pendant deux heures, empêchant la circulation des clients et mettant sur les nerfs les vigiles qui avaient ordre de les suivre.

Tous les présents étaient très heureux d'avoir démontré que le vol de la Fiducie ne passe pas. Ils réclament toujours une prime de transfert de 100 000 euros,

financée par la répartition des 44,5 millions entre les 322 salariés, soit 138 000 euros chacun alors que la direction ne leur a concédé que 2 100 euros brut ! Ils demandent aussi la garantie que tous les acquis, sur les conditions de travail et les salaires soient maintenus. C'est pourquoi ils sont déterminés à continuer la lutte.

**Correspondant LO**

## Fonderie de Bretagne – Caudan : l'usine reprise, il faudra se défendre

Après avoir été lâchée par un fonds d'investissement qui avait fait de belles promesses et par Renault, la Fonderie de Bretagne de Caudan, dans le Morbihan, va finalement être reprise par Europlasma.

Les salariés de la Fonderie vont changer radicalement d'activité. Fini la fabrication de pièces pour l'industrie automobile, essentiellement pour Renault. À partir du 1<sup>er</sup> mai, l'usine de Caudan va se spécialiser dans l'industrie militaire, c'est dans l'air du temps, avec la fabrication

de corps creux d'obus de 120 millimètres de diamètre. L'offre d'Europlasma, groupe coté en Bourse, prévoit la reprise de 266 des 286 salariés de la fonderie.

Pour les actionnaires d'Europlasma, ce sont des profits qui se dessinent, avec l'objectif de sortir

24 000 obus par jour. Avant même que la production ne commence, l'État et les collectivités locales apportent déjà 7 millions d'euros.

Quant au niveau politique, c'est l'union sacrée, les élus de tous bords, main dans la main avec le directeur de la fonderie, se réjouissant de la reprise et l'attribuant à leurs efforts. Le député écologiste de Lorient se félicite même que le groupe, producteur

d'obus, s'engage depuis des années sur « la manière d'allier transition écologique et performance économique ». On croit rêver...

Bien sûr, la décision du tribunal a été un soulagement pour les travailleurs menacés de chômage, bien que tous les salariés ne soient pas repris et que le chômage partiel perdure pour l'instant. Mais si l'angoisse du chômage s'éloigne pour le moment, Europlasma ne

vient pas là en sauveur pour défendre « l'industrie française » comme le clament élus et syndicats. Le nouvel employeur ne manquera pas d'intensifier le travail pour sortir ses obus et augmenter ses profits. Les travailleurs de la fonderie, qui se sont montrés combatifs maintes fois dans le passé, devront se défendre contre la rapacité des nouveaux actionnaires.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à

Lutte ouvrière

Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



# La Fête de Lutte ouvrière à Presles

## Samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 juin



Samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 juin, durant le week-end de la Pentecôte, dans un grand parc boisé à Presles dans le Val-d'Oise, la Fête de Lutte ouvrière sera un vrai bol d'air pour se retrouver dans une ambiance fraternelle, entre amis et camarades, parents et enfants, collègues de travail et voisins. Rassemblement politique et festif, ce sera aussi un lieu de débats, de culture, de lecture, de musique, de théâtre, de spectacles et de liberté, où les enfants auront leur place. On y trouvera aussi les nourritures terrestres les plus variées.

### Au Carrousel de la Connaissance

Spectacle audiovisuel de 45 minutes

## D'où vient le racisme ?

Les races humaines n'existent pas, le racisme, oui ! Du trafic d'esclaves aux plantations de canne à sucre, de la guerre des tranchées à la mise en concurrence quotidienne des travailleurs, comment la bourgeoisie a forgé l'arme du racisme pour servir sa domination et comment l'humanité pourra s'en débarrasser.



## Village médiéval

Les marches de l'entrée à peine franchies, on se retrouve dans un village médiéval, un espace où sont reproduites diverses activités quotidiennes de cette période qu'on appelle le Moyen Âge... sans prétention historique très rigoureuse, et où l'on peut festoyer avec quelques spécialités culinaires d'époque.

On y trouvera ateliers et échoppes, une forge médiévale, calligraphie, vannerie, travail du bois et herboristerie, des spectacles, du théâtre et des lectures de poèmes ou encore des animations et démonstrations comme la mise en armure, l'escrime, les jeux médiévaux, les jongleries et acrobaties.

Des spécialistes du Moyen Âge viendront faire des conférences.



PHOTOS LO



## Parcours dans les arbres

Un parcours dans les arbres pour se faire peur en toute sécurité, sous la surveillance de moniteurs diplômés : tyroliennes, ponts de singe, échelles, parcours de difficulté progressive.

**Attention : accessible sous conditions d'âge (13 ans au minimum) et de taille (1,50 m au minimum).**

Tarif : 5 euros.



## Pour les enfants

Tout est prévu pour les enfants. Des dizaines de jeux sont proposés, jeux d'adresse, sportifs, de réflexion, pour petits et grands, accessibles en permanence.

À cela il faut ajouter le cirque Ühler, le Petit Train, le feu d'artifice et les spectacles dans les allées. Une carte gratuite donne accès à de nombreux jeux.

• **Cité des Jeunes**: réservée aux enfants, avec une belle aire de pelouse et

de sous-bois. De nombreuses activités y sont offertes : jeux, dessins animés, conteur, bal costumé, maquillage, sous la surveillance d'adultes qualifiés.

• **Garderie**: réservée aux bébés de plus de trois mois.

## Des discussions partout dans la fête...

Des espaces de discussion sont organisés partout dans la fête : des auteurs qui viendront parler de leurs livres au chapiteau Karl-Marx, des conférences sur des sujets historiques auront lieu aux chapiteaux Rosa-Luxemburg ou Friedrich-

Engels. Des débats avec des camarades de pays étrangers qui se revendiquent, comme Lutte ouvrière, de l'Union communiste internationaliste et des idées trotskystes auront lieu à la cité politique.

Meetings avec Nathalie Arthaud samedi à 17 heures, dimanche et lundi à 15 heures au Grand Podium.



## Lire... un bon moyen de s'enrichir sans voler personne

De la grande librairie du château à la Cité du Roman, de la librairie scientifique à celle de la cité politique en passant par les livres d'occasion, on trouvera de quoi satisfaire son envie de lire.

- **Librairie du château**: large choix de romans, témoignages, livres historiques et politiques, essentiellement en collection de poche.
- **Cité du Roman**: large sélection de romans et de

témoignages, regroupés par pays, et présentés par des camarades.

- **Librairie de la Cité des Sciences**: ouvrages de vulgarisation sur les sujets abordés lors des conférences et sur l'histoire des sciences.
- **« Sous les pavés, les pages »**: livres d'occasion.
- **Librairie de la Cité politique**: toutes nos publications.



## En pratique

La carte d'entrée, valable pour les trois jours, est en prévente à 15 euros jusqu'au dimanche 18 mai inclus. Elle est éligible au Pass culture.

Pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés, l'entrée est gratuite. On peut profiter de 20 %

de réduction sur les dépenses à la Fête en se procurant les bons d'achat : payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros sur place.

Cartes et bons peuvent être achetés auprès de nos militants ou sur le site Internet de la Fête.

Renseignements, billetterie, programme <https://fete.lutte-ouvriere.org>